

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 134 (1989)
Heft: 4

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344912>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Un tournoi aérien de sept minutes au-dessus de la Méditerranée, deux Mig-23 libyens armés descendus à coups de *Sidewinder* par deux F-14 décollés du porte-avions américain «John F. Kennedy»: l'incident du 4 janvier était sans lien direct avec le problème de la prolifération des armes chimiques. Mais il tombait à pic pour dramatiser la tension qui montait entre Washington et Tripoli, le premier accusant le second de vouloir faire produire de telles armes par l'usine «pharmaceutique» récemment installée à Rabta sous protection militaire terrestre et antiaérienne. Une affaire qui aura fait comprendre avec quelle facilité une industrie chimique «de paix» peut se convertir à la production de toxiques de combat, et illustré par voie de conséquence la difficulté de proscrire toute fabrication d'armes C, d'autant que, ainsi que l'Irak l'avait démontré en dernier lieu, cette fabrication peut se faire à peu de frais et sans recours à des technologies avancées.

La grosse conférence sur l'interdiction des armes chimiques, convoquée le 7 janvier à Paris, a évidemment ressenti cette difficulté, mais elle ne l'a pas surmontée. Ce n'était d'ailleurs pas son ambition, son seul but étant de presser la conférence du désarmement réunie à Genève de mettre enfin sous toit une convention de prohibition

générale et vérifiable de l'arme chimique. Ce qui est plus aisé à souhaiter qu'à faire, alors que nombre d'Etats capables de se doter d'une arme chimique «de dernier recours», mais non d'accéder à la capacité nucléaire militaire, voudraient faire de l'abandon de celle-ci la condition de leur renoncement à celle-là.

Or pour les grandes puissances — l'URSS qui promet de détruire ses stocks chimiques pour la fin du siècle, les Etats-Unis qui n'ont plus de stocks mais qui reprennent l'avantage technique avec les armes binaires, ceci expliquant cela —, le souci d'empêcher des tiers de jouer les trublions avec leurs toxiques semble bien rester secondaire en regard de leur compétition stratégique et du problème du rééquilibrage des forces classiques qui se pose avec acuité, autant à leurs alliés qu'à eux-mêmes.

*

* *

Sur le premier de ces chapitres, rien n'indique que Moscou et Washington relâchent leur effort. Devant le déploiement continu des fusées soviétiques de grande portée, M. Cheney, le nouveau secrétaire américain à la Défense, s'est dit partisan d'un déploiement des *Midgetman* sur transporteurs tout terrain afin d'ajouter à la mobilité des forces basées au sol, autrement dit à leur aptitude à se

soustraire à une première frappe. Quant à l'Initiative de défense stratégique, qui a son pendant dans les recherches, très avancées, des Soviétiques, le président Bush n'y renonce pas. C'est sous son règne que, fin mars, le Pentagone a annoncé le lancement réussi d'un satellite capable de détruire un missile intercontinental dans sa phase ascendante. Liés aux armements classiques par leur vocation d'appui tactique, les engins atomiques de courte portée font néanmoins l'objet d'une appréciation particulière. Refaisant en janvier le décompte des réductions de moyens classiques qu'elle envisage — suivie en cela par l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie — et produisant à cette occasion des chiffres qui diffèrent évidemment de ceux des Occidentaux quant à la capacité actuelle des deux camps, l'URSS a précisé qu'elle retirerait aussi une poignée d'armes nucléaires dites tactiques, ce qui allait de soi puisqu'il s'agit d'armes endivisionnées. Mais M. Chevardnadze, à Vienne, n'a pas caché que son gouvernement entendait que, en contrepartie, l'OTAN renonce à moderniser ses propres armes de même catégorie. L'OTAN n'est pas encore allée aussi loin, mais elle a tout de même décidé, le 23 mars, de ne pas déployer, tout en les adoptant, des engins tactiques d'une nouvelle génération. Résultat: les Soviétiques, avec quelque 1400 lanceurs contre 88, conservent leur forte supériorité en la matière. Le tour est bien joué...

Pour ce qui est des armements classiques, et singulièrement de ceux qui pourraient s'affronter en Europe, on sait que la conférence sur la réduction «mutuelle et équilibrée» des forces, ouverte en 1973, s'est sabordée le 2 février au terme de sa 493^e séance, sur un échec final, principalement imputable à un constant désaccord sur les données du problème, c'est-à-dire sur la force numérique réelle des effectifs en présence. La conversation a cependant repris, début mars, dans un cadre nouveau (CAFE = *Conventional Armed Forces in Europe*), à 23 au lieu de 19, la France, l'Espagne, le Portugal et l'Islande ayant rejoint les deux pelotons de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Objectifs prioritaires: éliminer les moyens de lancer des attaques par surprise et des opérations offensives de grande envergure. Il faudra donc définir d'abord ce qu'on entend par là, et cela prendra du temps. Dans l'intervalle, le déséquilibre restera ce qu'il est, à l'avantage de l'URSS. Celle-ci, déclarait en février le général Moisseev, chef d'état-major de ses forces armées, maintiendra sa capacité défensive «à un niveau de suffisance raisonnable», en gardant à l'esprit «des mesures de riposte pour répondre à la poursuite des préparatifs militaires des Etats-Unis et de l'OTAN».

*

* *

Moscou a-t-il aussi calculé en termes de «suffisance raisonnable» lorsque, avant d'achever au jour dit le

pénible repli de son armée d'Afghanistan, il a copieusement doté celle de Kaboul en matériels terrestres et aériens, et en conseillers, sans parler de l'appui que son aviation peut toujours lui donner à partir du territoire soviétique? S'il l'a fait, les événements ne lui ont pas, ou pas encore donné tort. Certes, depuis le 15 février, les Moudjahiddine ont gardé l'initiative des opérations; ils dominent toutes les routes d'accès à la capitale, y compris, semble-t-il, celle du col de Salang si l'on en juge par l'annonce de l'établissement par les Soviétiques d'un pont aérien pour ravitailler Kaboul; ils ont aussi multiplié les attaques contre des localités importantes telles que Kandahar ou Khost; ils ont enfin, dès le 5 mars, investi Jalalabad, à mi-chemin entre Kaboul et Peshawar, et rendu inutilisable son aéroport. Mais la bataille pour cette ville, dont la Résistance espère faire sa capitale, se poursuivait fin mars avec une rare violence, la garnison — quelque 10 000 hommes — tenant bon avec l'appui massif de l'aviation gouvernementale. Il semble que ce qu'il faut bien appeler à cette heure un échec de la Résistance soit dû en partie à l'intervention désordonnée de groupes de Moudjahiddine allant au combat chacun pour soi, sans se soucier des plans établis, avec ou sans le concours de conseillers pakistanais, par des chefs qui n'ont guère eu l'occasion, au cours de la guerre contre les Russes, d'acquérir l'expérience d'attaques en règle contre un gros objectif.

Quoi qu'il en soit, la Résistance a été déçue dans son espoir de voir le régime communiste s'effondrer promptement. Il lui faut se refaire à l'idée d'une guerre encore longue.

*

* *

Longue, encore que d'une intensité moindre, la guerre qui se poursuit en Indochine. En février, la négociation entre Phnom Penh et les trois coalisés de la Résistance khmère est retombée dans l'impasse, le gouvernement communiste du Cambodge prétendant rester en place et ne rien réduire de sa force militaire. De leur côté, les deux Grands rouges ont actuellement des soucis plus pressants que la médiation dans le conflit du Sud-Est asiatique. Moscou épaula toujours Hanoi, et Pékin hésite à lâcher complètement les Khmers rouges. Grâce à quoi perdure une situation dans laquelle on voit l'armée vietnamienne d'occupation, à effectif officiellement réduit, aligner encore entre 70 000 et 100 000 hommes, auxquels s'ajouteraient quelques dizaines de milliers de militaires camouflés en soldats khmers et de «naturalisés» qui se retrouvent sous l'uniforme de miliciens cambodgiens. En face, il y a environ 65 000 combattants des trois mouvements de résistance, plus rivaux que solidaires, mais qui n'en poursuivent pas moins une guérilla usante pour l'occupant. C'est dire que «la paix en Indochine», à laquelle de forts esprits occidentaux croyaient il y a quinze ans, reste une sinistre fiction.

L'Iran et l'Irak ne sont plus en guerre, tout juste en trêve parfois violée, mais encore en conflit, rien n'étant réglé quant au fond de leur différend. Au début de cette année, Téhéran a déclaré qu'une poursuite de la négociation serait vaine tant que les Irakiens occuperaient encore des parcelles du territoire iranien et ne se retireraient pas sur «la frontière internationalement reconnue». Il menaçait en outre d'arraisonner les navires irakiens dans le détroit d'Ormouz. A quoi Bagdad a rétorqué que, dans ce cas, il reprendrait les hostilités. Ces amabilités sont pour l'instant sans conséquence, car les deux antagonistes sont fatigués. Mais, dans cette région où le pétrole alimente le feu éternel, tous les incendies restent possibles.

Pas besoin de pétrole, en revanche, pour nourrir les flammes du Proche-Orient. Absorbé par les soucis que lui suscitent ses Palestiniens, Israël n'est sans doute pas tenté d'intervenir hors de ses frontières, sinon pour donner des coups d'arrêt ponctuels aux velléités agressives des Palestiniens de l'extérieur. Mais le Liban déchiré s'embrase fort bien tout seul sans l'intervention israélienne — mais sous l'occupation syrienne. Avec deux gouvernements, mais sans armée nationale, le pays des cèdres subit interminablement la loi de l'étranger, à travers les milices à références islamiques ou pseudo-socialistes qui bénéficient de la protection lointaine de Téhéran ou de celle, plus proche, de Damas. Que finalement les chrétiens

libanais, abandonnés de toute la chrétienté, se soient insurgés contre une intervention puis une occupation syriennes qui durent depuis treize ans, il n'y a pas lieu de s'en étonner. La bataille d'artillerie a commencé, dans le courant de mars, entre milices libanaises chrétiennes et prosyriennes. Mais l'armée syrienne a pris bientôt les choses en main, et son gouvernement exige le départ du général Aoun, chef du cabinet militaire libanais nommé par le président Gemayel. Ledit Aoun a fait appel à la Ligue arabe; le contre-gouvernement musulman de M. Hoss en a fait autant. C'est dire que le Liban a franchi un degré de plus dans l'anarchie et la confusion. Sur le plan militaire, les Syriens, qui encerclent le «pays chrétien» avec des forces supérieures, ont l'avantage. Mais leur succès ne ferait que démontrer la réalité de leur statut d'occupants. Le souhaitent-ils? C'est une autre question.

*
* *

A la date du 1^{er} avril, un premier contingent de 3000 soldats cubains avait quitté l'Angola. De son côté, l'Afrique du Sud a commencé en janvier le rapatriement de ses forces stationnées en Namibie, opération qui devrait être achevée en fin d'année lorsque sera proclamée l'indépendance de l'ancien Sud-Ouest africain. Ne resterait alors dans ce territoire, outre la garnison de l'enclave sud-afri-

caine de Walvis Bay, que la force locale, actuellement sous commandement sud-africain, et dont le sort est incertain. Tout semble donc se dérouler conformément au plan. Mais il y a de l'orage dans l'air. En effet, l'Afrique du Sud a demandé que, parallèlement au retrait de son contingent, les guérilleros de la SWAPO basés en Angola mais infiltrés en Namibie se retirent également. Demande à laquelle le chef de la SWAPO, Sam Nujoma, a menacé de s'opposer en ouvrant le feu si l'ONU chargeait ses Casques bleus d'y donner suite. Sans plus attendre, la SWAPO, au lieu de retirer ses combattants au nord du 16^e parallèle comme le prévoyait l'accord de New York dont elle n'est pas signataire, les a d'ailleurs lancés dès le 1^{er} avril en Namibie. Les Sud-Africains ont réagi, avec l'accord de l'ONU, et les engagements ont été meurtriers. La compétition pour le pouvoir risque donc d'être moins paisible qu'on l'imaginait à Manhattan. D'autant que, dans l'Angola voisin, l'UNITA est toujours au combat contre les gouvernementaux et contre les Cubains encore présents,

qu'elle accuse d'utiliser des moyens toxiques.

*
* *

Cette chronique s'allongerait démesurément si l'on devait y inclure tous les conflits qualifiés d'internes et dans lesquels les armes parlent: Tibet, Sri Lanka, Philippines, Birmanie, Nicaragua, Salvador, Kossovo, Mozambique, Somalie, Soudan, Ethiopie... On ne fera ici mention que du dernier de la liste, parce qu'il dure depuis vingt-huit ans; parce qu'il oppose un régime communiste, absurde à rendre jaloux le Roumain Ceausescu, à une insurrection à la fois marxiste et nationaliste; parce que le mécontentement, sinon la révolte, gronde dans l'armée de Mengistu qui vient de subir de graves pertes humaines et territoriales, tant au Tigré qu'en Erythrée; et enfin parce que, au-delà de la déchirure de l'ancien empire du Négus, c'est la domination stratégique de la côte méridionale de la mer Rouge qui est en jeu.

J.-J. C.